

## Des accusations infondées ... ... mais surtout inadmissibles !!

**Certains nous accusent de brader, avec le SNCTA, la CFTC et la CFDT, « main dans la main » avec l'Administration, le droit de grève des personnels !**

**Il faut, quand même, qu'ils ne manquent pas d'aplomb pour lancer de telles accusations envers les syndicats qui œuvrent pour atténuer les effets dévastateurs de leurs précédentes actions !!**

### CERTAINS N'ASSUMENT PAS LES CONSEQUENCES DE LEURS ACTES !

#### Des accusations inadmissibles

Les accusations de la CGT, suivie comme son ombre par les autres OS, sont insultantes (même si nous avons l'habitude), mais surtout insupportables.

En effet, quand les responsables d'une situation n'assument pas, c'est déjà difficile à accepter ; mais quand, en plus, ils vont jusqu'à accuser les autres des conséquences de leurs actes, c'est inadmissible.

**Affirmer que les Organisations Syndicales qui ne sont pas dans l'intersyndicale sont à l'origine des mesures décidées par le gouvernement est digne de l'ère stalinienne ... où certains réécrivaient l'histoire comme elle les arrangeait.**

#### Des apprentis sorciers irresponsables

Les syndicats composant l'intersyndicale ont joué avec le feu et allumé un incendie qui ne s'arrêtera pas là **et ils en sont clairement responsables** ... même s'ils essaient d'en « coller » la responsabilité aux signataires de l'accord licence (dont FO est signataire d'ailleurs !!).

Les articles concernant les privilèges de la DGAC et les horaires des contrôleurs foisonnent depuis déjà plusieurs mois, et il est impossible de ne pas les avoir vus.

**Malgré nos avertissements, l'intersyndicale a non seulement continué d'attirer l'attention sur la DGAC mais a engagé des actions contribuant à nous mettre l'opinion publique à dos et renforçant la démarche de la Cour des Comptes.**

### QUELQUES RAPPELS ... ET POINTS DE REPERE

#### Les chiffres et la mobilisation

Après avoir floué les personnels, à plus d'un titre, lors des derniers appels à la grève basés sur des mensonges éhontés ou des exagérations grossières, ces syndicats n'ont pas hésité à présenter les résultats de leur « mobilisation » de façon malhonnête :

**En réalité, les grévistes étaient, en moyenne, 1000 par jour (sur plus de 12000 agents) et ont largement été dépassés par les 4500 personnes par jour (en moyenne) qui étaient en congés.**

#### L'absence d'anticipation et de raison

Le Satac, à l'époque, avait averti des risques liés à un mouvement inopportun, tant par le fait que **RIEN** ne justifiait une grève que par le contexte sensible de déchainement des médias autour du rapport de la cour des comptes.

Au final, ni le gouvernement ni l'Administration n'ont été dupes. Pire, le Gouvernement (il suffit d'ouvrir les yeux pour s'en rendre compte) a clairement décidé de

« mater » ce type d'actions plus qu'inappropriée par tous les moyens à sa disposition.

**Ce qui arrive aujourd'hui était d'autant plus prévisible qu'un coup de semonce avait déjà été tiré à l'occasion des grèves sur la région parisienne à la même époque l'année dernière, lorsqu'un contrôle des présences (liste d'émargement) avait été mis en place dans les grands centres d'Ile de France.**

Apparemment, la leçon n'avait pas été suffisamment claire pour la CGT, à moins que sa seule préoccupation ne soit sa représentativité et sa survie sur le plan européen.

#### Certaines OS font leur travail

Les mesures décidées unilatéralement par le gouvernement et annoncées dès le départ, comme non négociables en réponse au rapport de la cour des comptes et la campagne de presse y faisant suite sont bien la conséquence de l'obstination de l'intersyndicale, et tout particulièrement de la CGT, qui est toujours prompte à promouvoir l'immobilisme.

**Aujourd'hui, alors que les pyromanes se sont « discrètement » mis en retrait, les autres syndicats de la DGAC, victimes des agissements irresponsables de l'intersyndicale ont essayé d'en minimiser les conséquences en demandant des GT de façon à ouvrir un espace de discussions pour atténuer les mesures prévues.**

**Il était plus facile de faire comme l'intersyndicale : Après avoir provoqué la réaction en chaîne, attendre en ne faisant rien ... puis dire que tout le monde est méchant !!  
Ce n'est pas notre attitude : Nous continuerons de défendre les personnels, même si ça déplaît aux Organisations Syndicales qui font commerce du mécontentement des gens.**

## QUE SE PASSE-T-IL AUJOURD'HUI ?

### Le contexte « politique »

Rappelons tout d'abord que le gouvernement, à sa prise de fonction, avait décidé d'instaurer un service minimum « maximum ». Le SATAC, lors d'une entrevue au ministère, avait demandé que la DGAC ne soit pas touchée dans la mesure où les choses se passaient bien jusque là et nous étions, finalement, restés en dehors du système de service minimum mis en place pour les transports.

Aujourd'hui, et c'est troublant que personne ne l'évoque, le Directeur de la DSNA a adressé une Note au Directeur des Opérations qui commence par « **L'attention du gouvernement a été appelée par la cour des comptes dans son rapport sur la gestion des ressources humaines de la DSNA sur le phénomène dit des « clairances » ...** » continue par « ... **et conduit le gouvernement à souhaiter que le dispositif officieux dit des « clairances » ne soit plus toléré à la DGAC.** » puis « **Au-delà de la réaffirmation de ce principe (NDLR : le temps de travail des agents opérationnels de la DSNA régi par les tours de service), je vous demande de veiller dès à présent à son respect dans tous les organismes, par l'exploitation des informations liées aux badges d'accès aux locaux ou un dispositif d'émargement si le système ne le permet pas encore.** »

### Que fait l'UTCAC (ex-SATAC) ?

L'UNSA Techniciens supérieurs et Cadres de l'Aviation Civile participe, bien-sûr, aux travaux en cours.

Nous continuerons à travailler avec Gilles Savary, pour réaffirmer encore et toujours, nos positions et valeurs, notamment l'unité de la DGAC qui, malheureusement, constitue un concept virtuel pour l'intersyndicale.

Nous participerons également aux autres GT pour y défendre les autres personnels que les ICNA car s'il subsistait encore un doute pour certains, plus que jamais, la seule préoccupation de l'intersyndicale est le contrôle

aérien... en Europe peut-être ? ... mais uniquement le contrôle.

Pourtant, les TSEEAC sont de plus en plus astreints en cas de grève et il ne serait guère étonnant que le contrôle des présences soit étendu à l'ensemble des personnels ... dans l'ensemble de la DGAC.

### Que fait l'intersyndicale ?

C'est une bonne question, que tout le monde est en droit de se poser, même (et surtout) ceux qui ont participé aux mouvements de grève.

Elle annonce qu'elle boycotte les réunions protocolaires, mais ne le fait qu'en partie !!

Par exemple, le 31 mars (ce n'est donc pas un poisson d'avril), nous avons eu la surprise de constater la participation de différents syndicats de l'intersyndicale à la réunion du matin sur les services support.

Cette réunion n'était pas « tamponnée » protocole, ce qui leur suffit pour justifier leur présence.

Par contre, l'après-midi, le **GT licence inspecteur de surveillance – Pour le coup, il s'agit d'une réunion purement (et explicitement) protocolaire** – a pris note de la participation du SNICAC qui faisait donc son entrée dans ce GT.

Alors, une question se pose :

**Le Boycott annoncé par l'intersyndicale est-il un Boycott « à la carte » ou le SNICAC s'est-il désolidarisé de l'intersyndicale ?**

A moins que, commençant à constater les effets positifs de ce GT obtenu par l'UNSA Techniciens supérieurs et Cadres (ex-SATAC), le SNICAC vienne dans ce GT pour tenter de récupérer le travail réalisé comme il l'avait déjà fait sur l'harmonisation EVS/RSI où, après que le SATAC ait obtenu des progressions du taux de RSI des chefs de subdivisions et de divisions en DSAC/IR, il avait écrit, sans le moindre scrupule, qu'il en était à l'origine.

**L'UNSA Techniciens supérieurs et Cadres est attaché au dialogue social et, par conséquent, à la politique protocolaire. La politique de la chaise vide ne sert que les intérêts de certains syndicats (et encore ...), mais pas ceux des personnels qu'ils sont pourtant censés défendre.**

**Si certaines OS ne veulent plus de protocole, qu'elles le disent franchement !!**

**En ce qui nous concerne, nous sommes prêts à négocier et le travail fourni par les GT protocolaires, qui n'ont jamais cessé de fonctionner (et qui ont été riches) constitue une base de travail, même s'il faut élargir à certains sujets brièvement évoqués avant que tout s'emballé (amélioration des retraites, ARTT, déroulement de carrière, etc.,).**